

ARRÊTE n° 610 CM du 13 mai 2009 portant mesures d'application du régime des investissements indirects faisant l'objet du titre Ier de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du logement.

NOR:SC20090393C

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts et notamment ses articles LP. 921-1 à LP. 921-44 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Dispositions communes

Article 1er. — I - Les programmes de construction de logements sont agréés au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre Ier de la troisième partie du code des impôts, en considération de critères tenant particulièrement aux caractéristiques des logements et aux ressources des bénéficiaires.

II - La base d'investissement agréée est déterminée par référence à la surface habitable des logements.

Nonobstant toute disposition contraire, pour l'application du présent arrêté, la surface habitable de chaque logement est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte de la superficie des surfaces annexes entendues des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, volumes vitrés, locaux communs, autres dépendances des logements et, d'une manière générale, des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

III - La surface réglementaire que doit présenter chaque logement compris dans le programme d'investissement, est égale à la somme de la surface habitable et de la moitié des surfaces annexes.

IV - Les logements doivent être équipés de chauffe-eau solaire individuel ou collectif.

V - Les logements sont accessibles exclusivement à des personnes dont le foyer perçoit un revenu mensuel moyen n'excédant pas une certaine limite fixée par référence au SMIG brut.

Le revenu mensuel moyen est la moyenne des revenus nets du foyer constatés pendant les six mois ayant précédé la date de dépôt de la demande de logement. Sont inclus dans le calcul du revenu mensuel moyen du foyer, tous les revenus des personnes composant le foyer. Sont toutefois exclues de ce calcul les prestations familiales de toute nature.

Les actes de vente et les contrats de location présentent que toute déclaration mensongère destinée à se voir attribuer un logement est passible de sanctions pénales et, le cas échéant, de sanctions fiscales.

Chapitre II - Logement social

Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 2. — Les programmes de construction de logements sociaux présentés à l'agrément doivent comprendre des équipements et espaces communs bâtis favorisant la qualité de vie en habitat groupé.

Les logements doivent être conformes aux standards de surfaces réglementaires suivants :

	F1	F2	F3	F4	F5	F6
Surface minimale (m ²)	18	30	43	61	79	97
Surface maximale (m ²)	35	47	65	83	101	119

L'aide fiscale liée à l'agrément est différenciée, dans les termes prévus aux articles 6 et 7, selon que le programme d'investissement est situé en zone urbaine ou hors zone urbaine. La zone urbaine comprend les communes de Punaauia, Faaa, Papeete, Pirae, Arue et Mahina.

Art. 3. — I - Le revenu mensuel moyen du foyer bénéficiaire est au plus égal à 3 fois le SMIG brut. Ce revenu est attesté par l'organisme gestionnaire du logement.

II - Les foyers bénéficiaires des logements s'engagent à affecter les logements à leur habitation principale.

III - Nonobstant la condition de revenu prévue au V de l'article 1er, les foyers bénéficiaire de dispositifs d'aide publique directe à la construction ou à l'habitat ne peuvent bénéficier de logements sociaux lorsque ceux-ci sont destinés à la vente. Les foyers bénéficiaires des logements certifiés, dans l'acte de vente, qu'ils n'ont pas sollicité ou obtenu le bénéfice de ces dispositifs.

Paragraphe II - Les opérateurs du secteur

Art. 4. — Les organismes polynésiens de gestion du logement social visés à l'article LP. 921-1 du code des impôts sont l'Office polynésien de l'habitat, l'Etablissement d'aménagement et de développement ou tout autre organisme de logement social agréé par le conseil des ministres.

Art. 5. — Le promoteur d'un programme de logement social qui le destine à la vente ou à la location à un organisme polynésien de gestion du logement social doit préalablement à sa réalisation obtenir une promesse d'achat ou de contrat de gestion de l'organisme futur gestionnaire.

Le promoteur d'un programme de logement social qui ne le destine pas à la vente ou à la location à un organisme

polynésien de gestion du logement social doit, avant le début de la réalisation de ce programme, obtenir un avis préalable du ministère en charge du logement.

Paragraphe III - Base d'investissement éligible

Art. 6. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 257 000 F CFP toutes taxes comprises, par mètre carré de surface habitable.

Par dérogation à l'article 1er, la surface à prendre en compte pour l'application de l'alinéa précédent est la surface habitable majorée de :

- la surface des terrasses attenantes aux logements, dans la limite d'une superficie de 14 mètres carrés pour chaque logement ;
- la surface des garages affectés aux logements, dans la limite d'une superficie par logement de 8 mètres carrés pour les garages aériens ou de 12 mètres carrés pour les garages souterrains ; à condition toutefois que ces garages soient intégrés aux logements et que ceux-ci relèvent de programmes d'investissement situés en zone urbaine.

Paragraphe IV - Taux du crédit d'impôt

Art. 7. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à :

- 45 % de cette quote-part pour les programmes d'investissement situés en zone urbaine ;
- 40 % de cette quote-part pour les programmes d'investissement situés ailleurs qu'en zone urbaine.

Paragraphe V - Prix de vente ou de location maximum

Art. 8. — Le prix de vente ou de location des logements doit être adapté aux capacités d'emprunt et aux revenus des foyers bénéficiaires. Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du programme d'investissement pour l'entreprise qui le réalise. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75 % du bénéfice des aides publiques locales affectées au financement du programme et des rétrocessions des crédits d'impôt obtenus en application de l'article 7 profitent aux foyers bénéficiaires en terme de prix d'acquisition ou de montant de loyer.

En sus de l'obligation prévue à l'alinéa précédent, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage, dans le cadre de la procédure d'agrément, à répercuter sur le prix de vente ou de location des logements, l'aide fiscale issue de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain, dans le respect des modalités que prévoient ces dispositifs. Dans le cadre de la procédure d'agrément, elle doit produire à cette fin, les prix de vente ou de location maximums auxquels la décision d'agrément pourra ramener les prix fixés en application de l'alinéa précédent.

Paragraphe VI - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 9. — Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions

fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts, est tenue de produire au service des contributions le 31 janvier de la cinquième année puis le 31 janvier de la dixième année suivant celle de l'attribution des logements, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 921-4 du code des impôts.

Art. 10. — Pour l'application de l'article LP. 921-5 du code des impôts, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts informe sans délai le service des contributions de tout manquement par les bénéficiaires des logements aux conditions de revenu et d'affectation desdits logements.

Art. 11. — Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-6 du code des impôts, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent le service des contributions sans délai.

Chapitre III - Logement pour étudiants

Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 12. — I - Les programmes de construction de logements pour étudiants présentés à l'agrément consistent en la réalisation de lotissements de chambres individuelles ou de studios regroupés en immeubles, loués aux étudiants qui en font leur habitation principale.

Ces lotissements ou immeubles doivent être conçus et aménagés de manière à offrir aux étudiants bénéficiaires un environnement propice aux études. A cet effet, les logements doivent comprendre les équipements mobiliers indispensables à la vie étudiante. Ils doivent être situés à proximité d'organismes publics ou privés de formation agréés en Polynésie française.

Les programmes d'investissement peuvent comprendre des locaux communs ou à usage collectif non meublés, dédiés notamment à la restauration, à la blanchisserie et aux loisirs.

II - Les logements compris dans les programmes d'investissement doivent être conformes aux standards de surfaces réglementaires suivants :

	F1	F2
Surface minimale (m ²)	18	30
Surface maximale (m ²)	35	47

Art. 13. — Est considérée comme étudiant toute personne :

- justifiant d'une inscription d'étudiant à une formation scolaire, universitaire ou d'études supérieures ou encore à une formation continue dispensée par un organisme agréé de Polynésie française, public ou privé ;
- issue d'un foyer familial dont le revenu mensuel moyen est au plus égal à 4 fois le SMIG brut.

Le revenu mensuel moyen est attesté sur l'honneur par les parents de l'étudiant ou à défaut par ses représentants légaux.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 14. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 257 000 F CFP toutes taxes comprises par mètre carré de surface habitable.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 15. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Prix de location maximum

Art. 16. — Le prix de location des logements pour étudiants, charges locatives incluses, doit être adapté aux revenus du foyer familial des étudiants bénéficiaires. Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du programme d'investissement pour l'entreprise qui le réalise. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75 % du bénéfice des aides publiques locales affectées au financement du programme et des rétrocessions des crédits d'impôt obtenus en application de l'article 15 profitent aux étudiants bénéficiaires en terme de montant de loyer.

En sus de l'obligation prévue à l'alinéa précédent, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage, dans le cadre de la procédure d'agrément, à répercuter sur le prix de location des logements, l'aide fiscale issue de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain, dans le respect des modalités que prévoient ces dispositifs. Dans le cadre de la procédure d'agrément, elle doit produire à cette fin, les prix de location maximums auxquels la décision d'agrément pourra ramener les prix fixés en application de l'alinéa précédent.

Paragraphe V - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 17. — L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions :

- entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier de chaque année suivant celle de l'achèvement du programme d'investissement telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, une fiche récapitulative des chambres ou studios effectivement loués ainsi que de l'identité des étudiants qui les occupent ;
- entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier de la cinquième année puis entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier de la dixième année suivant celle de l'achèvement du programme d'investissement telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par le troisième alinéa de l'article LP. 921-14 du code des impôts.

Art. 18. — Pour chaque logement d'étudiant, le contrat de bail ne peut excéder la durée de la session de formation ou d'enseignement. Lors de la signature des contrats primitifs et de renouvellement, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement vérifie la qualité de l'étudiant pétitionnaire ainsi que le niveau de revenu de son foyer familial.

Art. 19. — Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme

d'investissement, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent le service des contributions sans délai.

Chapitre IV - Logement intermédiaire

Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 20. — Les logements intermédiaires compris dans les programmes d'investissement présentés à l'agrément doivent comprendre des équipements et espaces communs bâtis favorisant la qualité de vie en habitat groupé.

Les logements doivent être conformes aux standards de surfaces réglementaires suivants :

	F1	F2	F3	F4	F5	F6
Surface minimale (m ²)	24	36	51	73	95	115
Surface maximale (m ²)	44	56	80	100	120	140

L'aide fiscale liée à l'agrément est différenciée, dans les termes prévus aux articles 22 et 23, selon que le programme d'investissement est situé en zone urbaine ou hors zone urbaine. La zone urbaine comprend les communes de Punaauia, Faaa, Papeete, Pirae, Arue et Mahina.

Art. 21. — I - Le revenu mensuel moyen du foyer bénéficiaire est au plus égal à 4 fois le SMIG brut.

II - Les foyers bénéficiaires des logements s'engagent à affecter les logements à leur habitation principale.

III - Nonobstant la condition de revenu prévue au V de l'article 1^{er}, les foyers bénéficiant de dispositifs d'aide publique directe à la construction ou à l'habitat ne peuvent bénéficier de logements intermédiaires destinés à la vente. Les foyers bénéficiaires des logements certifiés, dans l'acte de vente, qu'ils n'ont pas sollicité ou obtenu le bénéfice de ces dispositifs.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 22. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 257 000 F CFP toutes taxes comprises par mètre carré de surface habitable.

Par dérogation à l'article 1^{er}, la surface à prendre en compte pour l'application du premier alinéa est la surface habitable majorée de :

- la surface des terrasses attenant aux logements, dans la limite d'une superficie de 14 mètres carrés pour chaque logement ;
- la surface des garages affectés aux logements, dans la limite d'une superficie par logement de 8 mètres carrés pour les garages aériens ou de 12 mètres carrés pour les garages souterrains ; à condition toutefois que ces garages soient intégrés aux logements et que ceux-ci relèvent de programmes d'investissement situés en zone urbaine.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 23. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à :

- 40 % de cette quote-part pour les programmes d'investissement situés en zone urbaine ;
- 35 % de cette quote-part pour les programmes d'investissement situés ailleurs qu'en zone urbaine.

Paragraphe IV - Prix de vente ou de location maximum

Art. 24. — Le prix de vente ou de location des logements doit être adapté aux capacités d'emprunt et aux revenus des foyers bénéficiaires. Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du programme d'investissement pour l'entreprise qui le réalise. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75 % du bénéfice des aides publiques locales affectées au financement du programme et des rétrocessions des crédits d'impôt obtenus en application de l'article 23 profitent aux foyers bénéficiaires en terme de prix d'acquisition ou de montant de loyer.

En sus de l'obligation prévue à l'alinéa précédent, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage, dans le cadre de la procédure d'agrement, à répercuter sur le prix de vente ou de location des logements, l'aide fiscale issue de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain, dans le respect des modalités que prévoient ces dispositifs. Dans le cadre de la procédure d'agrement, elle doit produire à cette fin, les prix de vente ou de location maximums auxquels la décision d'agrement pourra ramener les prix fixés en application de l'alinéa précédent.

Paragraphe V - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 25. — Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions le 1er janvier de la cinquième année puis le 1er janvier de la dixième année suivant celle de l'attribution des logements, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 921-24 du code des impôts.

Art. 26. — Pour l'application de l'article LP. 921-25 du code des impôts, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou, le cas échéant, l'organisme gestionnaire des logements informe sans délai le service des contributions de tout manquement par les bénéficiaires des logements aux conditions de revenu et d'affectation desdits logements.

Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou, le cas échéant, par l'organisme gestionnaire, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent le service des contributions sans délai.

Art. 27. — Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'organisme gestionnaire des logements ou encore l'investisseur ayant acquis les logements dans les conditions fixées par l'article LP. 921-26 du code des impôts, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent le service des contributions sans délai.

Chapitre V - Résidences pour personnes âgées

Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 28. — I - Les programmes de construction de résidences pour personnes âgées présentés à l'agrement consistent en la réalisation de lotissements de maisons

individuelles ou d'appartements regroupés en immeubles destinés à être vendus ou loués à des personnes âgées qui en font leur habitation principale.

Ces lotissements ou immeubles doivent être conçus et aménagés de manière à garantir le maximum d'autonomie des personnes âgées appelées à occuper les logements. A cet effet, les programmes d'investissement peuvent comprendre les équipements et espaces communs bâtis favorisant la qualité de vie en habitat groupé, les équipements liés à la sécurité et à l'aide à la vie domestique et les équipements liés à la dispense de soins médicaux limités.

Les lotissements ou immeubles conçus et/ou aménagés de manière à recevoir des personnes âgées affectées de handicaps ou de maladies nécessitant un suivi médical soutenu et/ou une assistance médicale journalière ne sont pas éligibles à l'agrement au titre du présent secteur.

II - Les logements compris dans les programmes d'investissement doivent être conformes aux standards de surfaces réglementaires suivants :

	F1	F2
Surface minimale (m ²)	24	36
Surface maximale (m ²)	44	56

Art. 29. — Les personnes âgées bénéficiaires des logements doivent être âgées d'au moins 60 ans à la date de signature de l'acte de vente ou du contrat de bail.

Le revenu mensuel moyen de l'ensemble des personnes appelées à occuper le logement est au plus égal à 3,5 fois le SMIG. Il est attesté sur l'honneur par la ou les personnes âgées bénéficiaires du logement.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 30. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 257 000 F CFP toutes taxes comprises par mètre carré de surface habitable.

Par dérogation à l'article 1er, la surface à prendre en compte pour l'application du premier alinéa est la surface habitable majorée de :

- la surface des terrasses adossées aux logements, dans la limite d'une superficie de 14 mètres carrés pour chaque logement ;
- la surface des garages affectés aux logements, dans la limite d'une superficie par logement de 8 mètres carrés pour les garages aériens ou de 12 mètres carrés pour les garages souterrains ; à condition toutefois que ces garages soient intégrés aux logements et que ceux-ci relèvent de programmes d'investissement situés en zone urbaine.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 31. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Prix de vente ou de location maximum

Art. 32. — Le prix de vente ou de location des logements doit être adapté aux capacités d'emprunt et aux revenus des foyers bénéficiaires. Il tient compte de la nécessité d'assurer

la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du programme d'investissement pour l'entreprise qui le réalise. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75 % du bénéfice des aides publiques locales affectées au financement du programme et des rétrocessions des crédits d'impôt obtenus en application de l'article 31 profitent aux foyers bénéficiaires en terme de prix d'acquisition ou de montant de loyer.

En sus de l'obligation prévue à l'alinéa précédent, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage, dans le cadre de la procédure d'agrément, à répercuter sur le prix de vente ou de location des logements, l'aide fiscale issue de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain, dans le respect des modalités que prévoient ces dispositifs. Dans le cadre de la procédure d'agrément, elle doit produire à cette fin, les prix de vente ou de location maximums auxquels la décision d'agrément pourra ramener les prix fixés en application de l'alinéa précédent.

Paragraphe V - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 33. — Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenu de produire au service des contributions entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier de la cinquième année puis entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier de la dixième année suivant celle de l'attribution des logements, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 921-33 du code des impôts.

Art. 34. — Les services administratifs ayant connaissance du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer, en informent le service des contributions sans délai.

Chapitre VI - Logement libre

Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 35. — Les logements libres dont les programmes de construction sont présentés à l'agrément ne sont concernés ni par des standards de surface réglementaire ni par des considérations tenant au niveau de ressources des bénéficiaires, par dérogation à l'article 1^{er}.

Paragraphe II - Base d'investissement éligible

Art. 36. — La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 257 000 F CFP toutes taxes comprises par mètre carré de surface habitable.

Paragraphe III - Taux du crédit d'impôt

Art. 37. — Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Paragraphe IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme

Art. 38. — Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit attester auprès du service des contributions dans les six mois

suivant l'achèvement du programme d'investissement tel qu'attesté en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, que tous les logements sont effectivement loués.

Art. 39. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

NOR: DAF0909154C
Par arrêté n° 582 CM du 7 mai 2009. — L'arrêté n° 474 CM du 28 mars 2007 portant création d'un comité de pilotage chargé d'adapter la réglementation relative au domaine foncier est abrogé.

NOR: CJP0909094C
Par arrêté n° 583 CM du 7 mai 2009. — Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 12-09 CHPF du 17 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public dénommé "Centre hospitalier de la Polynésie française" portant modification de la délibération n° 4-08 CHPF du 5 juin 2008.

NOR: CJP0909094C
Par arrêté n° 584 CM du 7 mai 2009. — Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 13-09 CHPF du 17 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public dénommé "Centre hospitalier de la Polynésie française" donnant un avis favorable au dépassement de plafond des gardes et astreintes des praticiens.

NOR: FCP0902484C
Par arrêté n° 589 CM du 7 mai 2009. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP) en faveur de l'association Tamarii Poerava pour participer aux frais d'organisation du gala de bienfaisance du 14 février 2009 à To'ata.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 968-01 "Culture et art contemporain", article 657-4, centre de travail 4800-F.

NOR: GTT0908894C
Par arrêté n° 590 CM du 7 mai 2009. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de *trois cent trente-quatre millions cinq cent mille francs CFP* (334 500 000 F CFP) en faveur du groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme afin de participer au financement de la campagne de promotion "Invest in your love".

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 964-03 "Animation et promotion du tourisme", article 674-4 "Subv. excep. association & auto. organismes droit privé", centre de travail 73041-F.